

Société Anonyme au capital de 9 630 084 euros Siège social Mauves (Ardèche) 336 420 187 R.C.S AUBENAS

Groupe MECELEC Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011

Somi	maire	
ı	RAPPORT D'ACTIVITE	.2
II	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	.5
Ш	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	.7
IV	AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	.8
V	TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	.9
VI	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	.11
VII	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	.12
VIII	ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	.20
IX	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	.21

I RAPPORT D'ACTIVITE

I.1 Chiffre d'affaires

Par rapport à la même période de 2010, le chiffre d'affaires à périmètre constant progresse de 21,8% pour MECELEC, et, respectivement de 36% et 15,9% pour les segments Industrie et Réseaux. Ces résultats confirment les tendances du 2^e semestre 2010.

A périmètre courant (en intégrant les chiffres de l'activité SADAC pour 2011), le chiffre d'affaires consolidé progresse de 32% ; celui du segment Industrie bondit de 71,7%.

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre est en avance d'environ 4% par rapport aux objectifs du budget. Le segment Réseaux est en avance de 0,5%; le segment Industrie est en avance de 13%. Les prévisions de chiffre d'affaires sur l'année demeurent conformes au budget.

I.2 Résultat

Le résultat opérationnel courant consolidé de MECELEC s'établit à 353 K€, contre une perte de 703 K€, soit une progression de 1 056 K€.

Le résultat net consolidé est de 610 K€, à comparer à 2 941 K€ au 30 juin 2010. Ce dernier chiffre comprenait des éléments non-récurrents, liés à la mise en œuvre du plan de sauvegarde, à hauteur de 3 182 K€.

Ces évolutions confirment le redressement de la rentabilité de MECELEC, amorcé en 2010.

I.3 Evènements importants

I.3.1 Renforcement du groupe

Après la reprise des actifs liés à l'activité Eau de SOTRA-SEPEREF en avril 2010, MECELEC a poursuivi sa stratégie de croissance externe avec l'acquisition de l'activité de SADAC. La Société a confirmé ses objectifs de développer d'une part les lignes de produits Eau et Eclairage Public du segment Réseaux et, d'autre part, le segment Industrie. Dans ce cadre, MECELEC a confié une mission de recherche de cibles complémentaires à un cabinet spécialisé.

1.3.2 Acquisition et intégration de l'activité SADAC (site de St Etienne de St Geoirs)

L'acquisition de l'activité de SADAC a pris effet au 1^{er} Janvier 2011.

L'intégration opérationnelle du nouveau site de St Etienne de St Geoirs au sein du groupe MECELEC a été conduite très rapidement. MECELEC a recherché des synergies immédiates : déploiement au 1^{er} Janvier de l'ERP Jeeves, équilibrage des charges de fabrication entre les sites de Vonges et de St Geoirs, approche conjointe de clients communs, mutualisation des fonctions administratives. Le personnel de SADAC bénéficie des avantages sociaux du groupe MECELEC et un effort particulier a été placé sur le rapprochement des équipes.

Ces efforts ont permis au site de St Geoirs de développer son chiffre d'affaires par rapport au niveau de 2010 et d'atteindre l'équilibre dès ce 1^{er} semestre (cf. VII.3)

I.3.3 Retour à l'équilibre du site de Vonges

Depuis le 1^{er} Janvier 2011, la société MECELEC PLASTIQUES COMPOSITES a été absorbée par MECELEC SA, par l'intermédiaire d'une Transmission Universelle de Patrimoine, et est devenue un établissement secondaire. Cette opération n'engendre pas d'impact sur les comptes consolidés.

La mise en œuvre de l'ERP Jeeves au 1^{er} Janvier qui a permis une gestion plus fine des prix de revient et des marges, la réorganisation de l'outil de production pour tenir compte de l'évolution de la clientèle, le partage de charge avec St Geoirs et la poursuite de la croissance de l'activité ont permis le retour de ce site à l'équilibre.

I.3.4 MECELEC TELECOMS

Le « démonstrateur » a été déployé sur deux immeubles de la région parisienne. A ce jour, la société n'a pas enregistré de revenu. La société étant en perte sur le 1^{er} semestre, l'impact sur les résultats consolidés de MECELEC est de - 198 K€.

1.3.5 Ressources humaines

Dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires, MECELEC a signé deux accords importants avec les Délégués Syndicaux.

Il s'agit:

- d'un Compte Epargne Temps qui permet de gérer avec une flexibilité accrue les heures supplémentaires et les jours de RTT ou de congés payés;
- d'un Accord d'Intéressement qui permettra aux salariés de bénéficier des fruits de leurs efforts.

1.3.6 Investissements

Après les investissements massifs effectués en 2010 sur le site de Mauves, MECELEC a poursuivi sa politique de modernisation de l'outil de production : rénovation des équipements du site de St Agrève, nouvelle zone de stockage tempérée pour le SMC à Mauves, mise en œuvre de deux nouveaux robots à Mauves, installation d'un système d'aspiration à St Geoirs.

I.3.7 Développement Durable

MECELEC a engagé une réflexion de fond visant à définir un programme complet touchant les 3 volets (environnemental, social et économique) du Développement Durable. L'ensemble de ce programme sera annoncé dans le courant du 3^e trimestre 2011. D'ores et déjà, MECELEC a pris des initiatives concrètes et des engagements importants.

I.3.7.1 Réalisation d'un Bilan Carbone® pour le site de Mauves

MECELEC a décidé d'établir le Bilan Carbone® du site de Mauves en utilisant la méthodologie développée par l'ADEME et sous le contrôle de celle-ci, dans le cadre d'une action soutenue par Allizé Plasturgie.

Afin de réduire son « empreinte carbone », MECELEC va lancer un plan d'actions qui concernera principalement:

- La consommation d'énergie,
- La conception des produits,
- L'utilisation de matière recyclée,
- La fin de vie des produits,
- Le déplacement des personnes.

D'ores et déjà, l'utilisation de matière recyclée pour certaines pièces a permis de réduire les émissions de 4%.

Le Bilan Carbone sera étendu aux autres sites de MECELEC et réalisé sur une base annuelle

1.3.7.2 Volet Social

MECELEC a procédé à trois avancées importantes sur le volet « social » du Développement Durable :

- Adhésion au Pacte Mondial
- Mise en conformité avec le standard de responsabilité sociale SA8000
- Adhésion à la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE)

I.3.8 Gouvernance

L'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2011 a nommé 3 nouveaux administrateurs indépendants, dont une femme.

Le Comité d'Audit et le Comité des Nominations et Rémunérations ont été mis en place au cours du 1^{er} semestre.

I.4 Transactions avec les parties liées

Voir VII.18

1.5 Principaux risques et incertitudes pour les six mois restant de l'exercice

L'évolution du prix des matières premières a été, au 1^{er} semestre, conforme aux hypothèses budgétaires. Néanmoins, cette évolution et la disponibilité de certaines matières demeurent des domaines d'attention.

II ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Immobilisations incorporelles	VII.7	1 465	904	805
Immobilisations corporelles	VII.8	4 786	4 579	4501
Autres actifs financiers	VII.9	240	196	234
Actifs d'impôts différés		962	821	613
Total actifs non courants		7 453	6 500	6 153
Stocks et en-cours	VII.10	4 911	3 447	3 924
Clients et comptes rattachés	VII.11	9 118	7 822	7 784
Actifs d'impôts exigibles		153	37	
Autres créances et comptes de régularisations		1 506	1 875	3 216
Trésorerie et équivalents trésorerie	VII.12	2 065	3 380	1 386
Total actifs courants avant actifs destinés à êtracédés	re	17 753	16 561	16 310
Actifs destinés à être cédés				106
Total actifs courants		17 753	16 561	16 416
TOTAL DES ACTIFS		25 206	23 061	22 569

(en milliers d'euros)

PASSIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Capital émis		9 630	9 630	3 038
Autres réserves		- 1 635	- 5 024	- 4 997
Part du groupe dans les résultats		610	3 386	2 942
Capitaux propres – part du groupe		8 605	7 992	983
Intérêts ne donnant pas le contrôle		1	1	
Total capitaux propres		8 606	7 993	983
Emprunts portant intérêts	VII.13		413	418
Autres dettes financières	VII.13	135	65	3 000
Provisions LT (IFC)		1 303	1 087	1 041
Fournisseurs « sauvegarde »	VII.14	2 070	2 000	2 092
Autres dettes « sauvegarde »	VII.14	1 330	1 351	1 641
Passifs d'impôts différés				
Total passifs non courants		4 838	4 916	8 192
Emprunts portant intérêt	VII.13	5 168	4 479	6 175
Provisions à CT	VII.15	683	495	495
Fournisseurs & autres créditeurs		5 875	4 800	5 590
Fournisseurs « sauvegarde »	VII.14	36	378	979
Passifs d'impôts exigibles				
Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées		11 762	10 152	13 239
Passifs destinés à être cédés				154
Total passifs courants		11 762	10 152	13 393
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		25 206	23 061	22 569

(en milliers d'euros)

III COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Chiffres d'affaires		22 266	16 831
Achats consommés		- 10 434	- 8 809
Charges de personnel		- 5 178	- 4 432
Charges externes		- 4 849	- 3 359
Impôts et taxes		- 427	- 312
Amortissements, provisions et pertes de valeur		- 1 026	- 724
Autres produits		2	109
Autres charges		- 1	- 5
Résultat Opérationnel Courant	-	353	- 703
Autres produits opérationnels	VII.17	539	4 170
Autres charges opérationnelles	VII.17	- 259	- 468
Résultat Opérationnel (cf. note 1)		633	2 998
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	VII.16	64	65
Coût de l'endettement financier brut	VII.16	- 325	- 128
Coût de l'endettement financier net		- 261	- 63
Charge (-) ou produit d'impôt		238	7
Résultat Net		610	2 942
Part du Groupe		610	2 942
Intérêts ne donnant pas le contrôle			
Résultat de base par action en euros (cf. note 2)		0,19	2,99
Résultat dilué par actions en euros		0,19	2,99
(en milliers d'euros)			

Note 1 - Le résultat net consolidé au 30 juin 2010 (2 942 K€) comprenait des éléments non-récurrents, liés à la mise en œuvre du plan de sauvegarde, à hauteur de 3 182 K€.

Note 2 - Le résultat par action tient compte de la création de 2 197 328 actions nouvelles au 31/12/2010.

IV AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	20/06/2011	20/06/2010
	30/06/2011	30/06/2010
Résultat de l'ensemble consolidé	610	2 942
Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite		- 37
Impôt sur Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite		12
Gains et pertes sur stock options		2
Prix cession actions propres		
Variation de l'écart de conversion	1	
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		- 23
Total des produits et charges comptabilisés au cours de la période	611	2 919
Dont part du groupe	611	2 919
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle		
(en milliers d'euros)		

V TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	371	2 935
Intérêts ne donnant pas le contrôle		
Produits financiers	- 64	- 65
Charges financières	325	128
Impôt sur les résultats payé / crédit d'impôt	153	- 4
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations et reprises/amortissements et provisions	1 240	55
Plus values de cession	- 43	- 1
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 982	3 048
Variation des actifs et passifs d'exploitation	- 1 240	- 5 702
Flux net de trésorerie généré par l'activité	742	- 2 654
Investissements	- 1 009	- 1 630
Acquisition de SADAC	- 1 333	
Cessions d'immobilisations	43	1
Variation des créances financières	- 4	
Intérêts reçus		
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 2 303	- 1 629
Souscription à l'augmentation de capital	2	
Prix cession actions propres		
Comptes courants d'associés destinés à être incorporés au capital		3 000
Emission d'emprunts	70	
Remboursement d'emprunts	- 445	- 70
Intérêts versés	- 98	- 128
Autres produits financiers	64	65
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 407	2 867
Ecart de conversion	- 1	4
Variation de trésorerie	- 1 969	- 1 412
Trésorerie et équivalent à l'ouverture	- 918	- 3 174
Trésorerie et équivalent à la clôture	- 2 887	- 4 586
(en milliers d'euros)		

Variation des actifs et passifs d'exploitation	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Variation des stocks	- 739	- 759
Variation des clients	- 1 296	- 1 246
Variation des autres créances	212	547
Variation des actifs destinés à la vente		- 106
Variation des fournisseurs et autres dettes (dont dettes de sauvegarde)	583	- 4 162
Variation des passifs destinés à la vente		24
Total	- 1 240	- 5 702

VI TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Capital	Réserves liées au capital et titres auto- détenus	Réserves et Résultat consolidés	Total capitaux propres part du groupe	ne	Total capitaux propres de l'ensemble consolidé
Au 31 décembre 2009	3 038	- 1 888	- 3 086	- 1 936		- 1 936
Affectation du résultat		- 3 086	3 086			
Augmentation de capital						
Opérations sur titres auto-détenus et stocks options		2		2		2
Ecart de conversion						
Ecart actuariel sur IFC		- 25		- 25		- 25
Résultats			2 942	2 942		2 942
Au 30 juin 2010	3 038	- 4 996	2 942	983		983
Au 31 décembre 2010	9 630	- 5 024	3 386	7 993	1	7 994
Affectation du résultat		3 386	- 3 386			
Augmentation de capital		2		2		2
Opérations sur titres auto-détenus et stocks options						
Ecart de conversion		1		1		1
Ecart actuariel sur IFC						
Résultats			610	610		610
Au 30 juin 2011	9 630	- 1 635	610	8 606	1	8 607
(en milliers d'euros)						
Détail des autres réserves				30/06	/2011	31/12/2010
Réserves non distribuées				-	1 486	- 4 874
Ecart actuariel					106	106
Actions propres					-253	- 253
Ecart de conversion					-2	- 3
TOTAL				-	1 635	- 5 024

(en milliers d'euros)

VII.1 Généralités

Le 30 août 2011, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de la société MECELEC pour le semestre se terminant le 30 juin 2011.

Ces états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la société MECELEC SA et de ses filiales.

MECELEC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aubenas sous le numéro 336 420 187, est une société anonyme au capital de 9 630 084 € régie par les dispositions de la loi française, créée en 1934 et cotée sur Euronext Paris, compartiment C. La société et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le groupe MECELEC».

MECELEC est aujourd'hui un industriel spécialiste des matériaux composites et des plastiques dont l'activité se déploie sur deux segments de marché :

- RESEAUX MECELEC est un des rares acteurs du marché à offrir une gamme complète d'équipements de raccordement entre des réseaux publics (électrique, télécoms, gaz et eau) et leurs clients. Pour cette activité « Réseaux », Mecelec a acquis en 2000 l'activité LOGUT qui lui permet de proposer également une gamme d'armoires et d'enveloppes de protection en CCV (Composite Ciment Verre).
- INDUSTRIE MECELEC a développé de fortes compétences techniques et industrielles dans la transformation des composites thermodurcissables et dans l'injection des thermoplastiques. Cette activité a été renforcée par la création du site de St Agrève (1984), l'acquisition de l'activité NOBEL COMPOSITES (2003), puis par celle de SADAC (2011).

VII.2 Principes comptables

VII.2.1 Base de préparation des comptes

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés semestriels du groupe MECELEC au 30 juin 2011, ont été établis suivant les normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées dans l'Union européenne.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation SIC (Standing Interpretations Committee) et du comité d'interprétation des normes d'information financières internationales IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias-fr.htm.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2011 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

VII.2.2 Continuité d'exploitation

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation.

VII.2.3 Base de préparation des comptes

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, en milliers d'euros, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2010, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations décrits ci-dessous.

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont disponibles sur demande au siège de la société, BP 96 – 07302 – Tournon sur Rhône Cedex, ou sur le site internet www.mecelec.fr.

VII.2.4 Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010, à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

VII.2.4.1 Nouvelles normes et interprétations applicables à l'exercice ouvert depuis le 1° janvier 2011

Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivantes sont applicables pour le Groupe à compter du 1er janvier 2011:

- Amendement IAS 32 Classification des émissions de droits de souscription;
- IAS 24 révisée Informations à fournir sur les parties liées ;
- Amendement IFRIC 14 IAS 19: paiements d'avances d'exigences de financement minimal;
- Amendement IFRS 3 regroupements d'entreprises
- Amendement IFRS 7 instruments financiers informations à fournir
- Amendement IAS 1 présentation des états financiers
- Amendement IFRIC 13 programmes de fidélisation de la clientèle
- Amendement IAS 34 information financière intermédiaire
- IFRIC 19 Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux ;

Ces nouveaux textes, publiés par l'IASB et d'application obligatoire pour le Groupe, n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés résumés.

VII.2.4.2 Textes non adoptés par l'Union européenne à la date de clôture

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application postérieure au 30 juin 2011.

Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes:

- Amendement à IFRS 7 «Informations sur les transferts d'actifs financiers»
- Amendement à IAS 12 «Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents» ;
- IFRS 9 Instruments financiers : classifications et évaluations
- IAS 19 révisée « Avantages du personnel »
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées»
- IFRS10 « Etats financiers consolidés»
- IFRS11 « Joint Ventures et autres partenariats»
- IFRS12 « Divulgation des intérêts dans d'autres entités»
- IFRS13 « Evaluation à la juste valeur»

VII.2.5 Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- la détermination des pertes de valeur sur les actifs
- les provisions pour litiges
- les impôts différés

Le conseil d'administration a maintenu la position prise la première fois en 2006 consistant à comptabiliser un impôt différé actif, basé sur les reports déficitaires antérieurs.

VII.3 Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisition

Par acte du 21 janvier 2011, avec effet au 1^{er} janvier, le Groupe a acquis l'activité de la société SADAC, sise à SAINT ETIENNE DE SAINT GEOIRS (38), spécialisée dans la production de petites ou moyennes séries de pièces en matériau thermodurcissable, notamment pour le secteur ferroviaire.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2011 tiennent compte de l'activité SADAC depuis le 1° janvier 2011.

Cette opération a été traitée comme un regroupement d'entreprise dans les comptes consolidés du Groupe, conformément à IFRS3R. En effet, MECELEC a repris l'ensemble de l'activité de SADAC. En application de la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, MECELEC a valorisé le montant des Indemnités de Fin de Carrière (IFC), qui constitue donc un élément de passif complémentaire.

Au 30 juin 2011, la comptabilisation initiale de ce regroupement d'entreprise n'est déterminée que provisoirement compte tenu de travaux complémentaires toujours en cours sur l'évaluation de certains actifs et passifs. Le groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour achever cette comptabilisation.

	Valeur initiale	Réévaluations	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	500		500
Immobilisations corporelles	113	110	223
Impôt différé actif	55		55
Stocks	720		720
Provisions (IFC)	- 165		- 165
Juste valeur des actifs nets acquis	1 223	110	1 333
Coût d'acquisition	1 333		1 333
Goodwill	110	- 110	0
Coût d'acquisition			1 333
Part financée par trésorerie et équivalents de trésorerie			1 333

Sur la période 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, l'effet de cette acquisition sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant du groupe a été le suivant :

Chiffre d'affaires : 1 755 K€

Résultat opérationnel courant : - 9 K€

VII.4 Saisonnalité de l'activité

L'activité du groupe considérée dans son ensemble, n'est pas saisonnière.

VII.5 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, le groupe MECELEC donne une information sectorielle selon le découpage utilisé par le management dans son reporting interne afin d'évaluer sa performance et allouer ses ressources.

La direction évalue la performance des secteurs sur la base du résultat opérationnel courant.

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe (établies selon le référentiel IFRS).

Le management suit la performance opérationnelle du groupe selon le découpage suivant :

- Réseaux: regroupe les fabrications des enveloppes propres aux réseaux eau, gaz, électricité, télécom;
- Industrie: regroupe les fabrications effectuées en sous-traitance pour le compte de donneurs d'ordre de premier rang de divers secteurs dont: automobile et poids lourds, ferroviaire, éclairage, paramédical.
- <u>Télécommunications</u>: projet CPL

Pour accroître la lisibilité des performances du Groupe, la société reporte désormais le chiffre d'affaires du site de Saint-Agrève dans la branche Industrie, et non plus dans la branche Réseaux, et le chiffre d'affaires de la société roumaine dans la branche Réseaux.

La norme IFRS 8 demande également de présenter certaines informations selon un découpage géographique. L'activité hors de France (activité export) concerne principalement l'activité réseaux. Elle reste limitée.

1 ^{er} semestre 2011	Réseaux	Industrie	Télécoms 50%	Cumul bilan
Chiffre d'affaires externe	14 193	9783		23 916
Inter secteurs	373	1 276		1 649
Chiffre d'affaires total	13 820	8 447		22 267
Résultat opérationnel courant	187	323	- 157	353

1 ^{er} semestre 2010	Réseaux	Industrie *	Télécoms 50%	Cumul bilan
Chiffre d'affaires externe	12 331	5 747		18 078
Inter secteurs	421	826		1 247
Chiffre d'affaires total	11 910	4 921		16 831
Résultat opérationnel courant	- 671	58	- 90	- 703

^{*} ne comprenait pas l'activité de St Etienne de St Geoirs

VII.6 Suivi de la valeur des actifs

La société considère que les Unités Génératrices de Trésorerie correspondent aux trois secteurs d'activité définis ci-dessus au VII.5.

VII.7 Immobilisations incorporelles

	Au	Augmentations		Diminutions	Au
	31/12/2010	Produites	Extérieures		30/06/2011
Frais développement	2 536	256			2 792
Autres immobilisations incorporelles	813		678	3	1 488
Total Brut	3 809	256	678	3	4 280
Amortissements	990		218	3	1 205
Dépréciations des frais de développement CPL	1 456		155		1 611
Total Net	903		561	0	1 464

Les flux présentés ci-dessus intègrent l'acquisition de SADAC (cf. VII.3).

Aucun indicateur de perte de valeur n'a été relevé depuis le 31 décembre 2010 ; par conséquent, aucune dépréciation particulière n'a été enregistrée sur la période.

VII.8 Immobilisations corporelles

	au 31/12/2010	Augmentations	Diminutions	au 30/06/2011
Terrains	233			233
Constructions	5 942	87	8	6 021
Matériels industriels	27 280	433	398	27 315
Autres immobilisations corporelles	1 035	81		1 116
Immobilisations corporelles en cours	68	269	68	269
Total Brut	34 558	870	474	34 954
Amortissements	29 979	593	404	30 168
Total Net	4 579	277	70	4 786

Les flux présentés ci-dessus intègrent l'acquisition de SADAC (cf. VII.3).

Aucun indicateur de perte de valeur n'a été relevé depuis le 31 décembre 2010 ; par conséquent, aucune dépréciation particulière n'a été enregistrée sur la période.

VII.9 Actifs financiers non courants

	Au 31/12/2010	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/2011
Titres non consolidés	1 113			1 113
Créances rattachées	560			560
Autres immobilisations financières	189	47	4	232
Total Brut	1 862	47	4	1 905
Dépréciations	1 665			1 665
Total Net	197	47	4	240

Les titres de la filiale espagnole CAYDETEL déconsolidée en 2007 sont inscrits à l'actif pour leur coût historique soit 1 105 K€ et dépréciés en totalité. Il en est de même pour les avances de trésorerie consenties à cette filiale pour un montant de 500 K€. Il n'y a pas de risques supplémentaires non provisionnés dans les comptes.

Les 240 K€ de reliquat sont constitués principalement de dépôts et cautionnements.

VII.10 Stocks

	Au 30/06/2011	Au 31/12/2010	Au 30/06/2010
Matières Premières	3 525	2 671	2 783
Produits intermédiaires et finis	1 829	1 224	1 642
Dépréciation	- 443	- 449	-501
Montant Net	4 911	3 446	3 924

Les tests de dépréciation sont réalisés à chaque clôture.

	Au 31/12/2010	+ Augmentations	- Diminutions	Au 30/06/2011
Dépréciations	449	443	449	443

VII.11 Clients et autres débiteurs

Montant net à moins d'un an	Au 30/06/2011	Au 31/12/2010	Au 30/06/2010
Clients et comptes rattachés	9 183	7 887	7 855
Dépréciation	- 65	- 65	- 71
Montant Net	9 118	7 822	7 784

VII.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Variation de trésorerie	Trésorerie Active	Dettes Factor	Trésorerie Nette	
			30/06/2011	31/12/2010
Ouverture	3 380	- 4 298	- 918	- 3 174
Clôture	2 066	- 4 953	- 2 887	- 918
Variation			- 1 969	2 256

Les Dettes Factor représentent les avances effectivement reçues du Factor.

VII.13 Dettes financières

	Au 30/06/2011	Au 31/12/2010	Au 30/06/2010
Emprunts à long et moyen terme auprès des établissements de crédit « sauvegarde »		413	418
- dont crédit bail			
- dont à taux fixe		206	205
- dont à taux variable		207	213
Emprunts à MT auprès des actionnaires			3 000
Autres dettes financières	135	65	
	135	478	3 418
F:			
Financement à court terme :			
- Avances Factor	4 952	4 298	5 970
	4 952 215	4 298 181	5 970 205
Avances FactorEmprunts à CT auprès des établissements de			
 Avances Factor Emprunts à CT auprès des établissements de crédit « sauvegarde » 			205

VII.14 Dettes de sauvegarde

	au 31/12/2010	Paiements et actualisation 1 ^{er} Semestre 2011	Profits sur paiement partiel	au 30/06/2011
Fournisseurs	2 953	235	190	2 528
Dettes sociales	140	4	4	132
Dettes fiscales	492	19		473
Comptes courants des actionnaires	949	47	7	896
Etablissements de crédit (OSEO)	130	13		117
Actualisation	- 936	- 227		- 709
Total dettes de sauvegarde actualisées	3 728	91	201	3 437
Acomptes	386	- 96		290
Total actif lié à la sauvegarde	386	-96		290

Les règlements effectués au cours du 1^{er} semestre ont été réalisés en application du plan de sauvegarde et sous contrôle des organes de la procédure.

VII.15 Provisions

Tous les risques et charges identifiés par la Direction et susceptibles d'entraîner des sorties de trésorerie, font l'objet d'une provision.

	Au 31/12/2010	Dotations de la période	Utilisations de la période	Provisions devenues sans objet	Au 30/06/2011
Provision risques filiale Caydetel	70			50	20
Provision risques sociaux et restructuration	425	215			640
Provision risque clients		22			22
Total	495	237		50	682

La provision pour risques filiale Caydetel est constituée pour couvrir des garanties données et divers frais de clôture de la liquidation.

La provision pour risques sociaux à la clôture de l'exercice concerne :

- deux demandes prud'homales qui ont été provisionnées en totalité pour 298 K€
- une condamnation pour maladie professionnelle, provisionnée en totalité pour 342 K€.

Enfin, la provision pour risque clients correspond à une remise de fin de contrat liée au dépassement des engagements financiers.

VII.16 Résultats financiers

Charges financières 30.06.11		Produits financiers 30.06.11	
Intérêts et charges assimilés	279	Autres intérêts et produits assimilés	
Frais financiers sur IFC	27	Escomptes fournisseurs et divers	41
Différences de changes	19	Différences de changes	23
Total	325	Total	64

Les intérêts sont constitués à hauteur de 227 K€ de la charge d'actualisation des dettes de sauvegarde.

Charges financières 30.06.10		Produits financiers 30.06.10	
Intérêts et charges assimilés	82	Autres intérêts et produits assimilés	65
Frais financiers sur IFC	46	Escomptes fournisseurs et divers	
Différences de changes		Différences de changes	
Total	128	Total	65

VII.17 Autres charges et autres produits opérationnels

Autres charges 30/06/11		Autres produits 30/06/11	
Charges fournisseurs sauvegarde	10	Profits sur paiement partiel des dettes de sauvegarde	435
Autres charges fournisseurs	31	Divers	11
Pénalités et amendes	1	Profits sur cession	
VNC	2	Cessions d'immobilisations	43
Dotation amortissements			
Dotation provisions risques sociaux	215	Reprises sur provisions	50
Total	259	Total	539

Les charges « fournisseurs sauvegarde » représentent des régularisations fournisseurs.

Les produits « fournisseurs sauvegarde » résultent des abandons de créances acceptés par les fournisseurs et devenus définitifs après paiement effectif des 20% pour solde de tout compte ainsi que du solde de deux emprunts auprès d'un établissement de crédit.

Les « Dotation provisions risques sociaux » (215 K€) correspondent à la réévaluation des risques décrits au VII.15.

Autres charges 30/06/10		Autres produits 30/06/10	
Charges fournisseurs sauvegarde	21	Profits sur paiement partiel des dettes de sauvegarde	3 493
Charges de restructuration	445	Indemnités assurances	676
Pénalités et amendes		Profits sur cession	
VNC		Cessions d'immobilisations	1
Dotation amortissements	2		
Dotation provisions risques sociaux		Reprises sur provisions	
Total	468	Total	4 170

VII.18 Transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu de modification affectant les transactions entre les parties liées décrites dans le dernier rapport annuel qui pourrait influencer de manière significative sur la situation financière ou les résultats de l'émetteur durant les six premiers mois de l'exercice en cours.

VII.19 Evénements postérieurs au 30 juin 2011

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture du semestre qui nécessiterait de modifier les comptes ou de donner une information complémentaire.

VIII ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Mauves, le 30 août 2011 Michel-Pierre DELOCHE Président Directeur Général

IX

MAZARS & SEFCO

Le Forum
5, avenue de Verdun
26011 Valence
S.A.S. au capital de € 672.000
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Grenoble

ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Mecelec

Période du 1er janvier au 30 juin 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mecelec, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note VII.2.4.1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les nouvelles normes et interprétations que le groupe a appliquées à compter du 1er janvier 2011.

2. Vérification	spécifique
-----------------	------------

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Valence et Lyon, le 30 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & SEFCO

ERNST & YOUNG et Autres

Jean Ekel Jean-Pierre Pedreno Lionel Denjean